L'intérêt de l'enfant

L'enfant peut être défini comme toute personne de moins de 18 ans accomplis. Si cette définition est facile à donner, il en est autrement de celle de "l'intérêt de l'enfant".

Il s'agit d'une notion que l'on retrouve aussi bien dans la loi nationale que dans les conventions internationales. Le problème est cependant que l'intérêt de l'enfant se trouve souvent confronté à d'autres intérêts et qu'il est à l'heure actuelle difficile de faire appliquer ces textes devant nos tribunaux.

L'article 3 de la Convention Internationale Relative aux Droits de l'Enfant (la "Convention" dispose: *Dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale.*

Cette considération est cependant plutôt impérative que primordiale: nul autre intérêt ne doit l'emporter, même pas celui des parents, s'il y a collision. Ainsi, à titre d'exemple, il peut y avoir collision entre le secret médical et l'intérêt de l'enfant. Dans pareille hypothèse, c'est le dernier qui doit l'emporter.

Dans ce contexte, on peut se poser la question de la conformité des dispositions du Code civil sur l'action en recherche de paternité ayant trait à l'inconduite notoire de la mère avec l'intérêt de l'enfant.

En effet, en cas d'inconduite notoire de la mère, l'action en recherche de paternité est irrecevable, donc impossible. Il y a en l'espèce collision entre les intérêts du père allégué et l'intérêt de l'enfant.

De façon générale, les parents sont considérés comme les protecteurs naturels des enfants. Il est supposé que

l'intérêt de l'enfant coïncide avec celui des parents : partant les parents décideront de l'intérêt.

Toutefois en vertu de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse, le juge de la jeunesse peut prendre une mesure de garde, d'éducation ou de préservation à l'égard de tout mineur qui nécessite son aide et son assistance, lorsque cette mesure s'impose dans l'intérêt de l'enfant.

Le rôle du juge est donc d'intervenir en seconde ligne en quelque sorte en tant que gardien de l'intérêt de l'enfant. C'est donc au juge d'arbitrer quel est l'intérêt de l'enfant.

C'est une question de fait qui relève de l'appréciation souveraine du juge.

On peut s'attendre à ce que le juge prenne pour critère les recettes de la pédagogie dominante, mais il existe évidemment des risques d'évaluation subjective de la part du juge.

Le but de l'intervention du juge doit être d'assurer le développement harmonieux de la personnalité de l'enfant dont l'intérêt est d'être protégé dans sa sécurité, sa santé, sa moralité.

Ainsi, la loi sur la protection de la jeunesse dispose que lorsque la santé physique ou mentale, l'éducation, le développement social ou moral se trouvent compromis, le tribunal de la jeunesse intervient dans l'intérêt du mineur (article 7).

Dans la plupart des jugements, on retrouve dès lors une référence à l'intérêt de l'enfant, mais souvent sans autre précision.

"On dit justement que le recours à l'intérêt de l'enfant est parfois un moyen commode

pour le juge de se dispenser d'appliquer la règle de droit. L'intérêt de l'enfant ne devrait être pris comme critère que lorsqu'il n'y a pas de règle applicable ; il nous paraît que l'intérêt de l'enfant est d'abord de bénéficier de la règle de droit, lorsqu'il en existe une." (Madame Jacqueline Rubellin-Devichi, professeur à Lyon, Directrice du Centre de droit de famille)

Pour interpréter l'intérêt de l'enfant, les juges tiennent compte des enquêtes sociales, des renseignements fournis par des travailleurs sociaux, par les avis médicaux et psychologiques ... et ils tiennent compte des sentiments exprimés par l'enfant.

L'intérêt de l'enfant est en vérité très souvent une décision des adultes. Cependant, si on reconnaît que l'enfant a des droits, il faut éviter le paternalisme juridique et ne pas décider à sa place sans demander son avis.

Dans toutes les décisions concernant un mineur, il faut se rappeler que l'enfant est titulaire de droit : sujet et non pas objet de droit.

Très pertinemment, il a été relevé lors d'un colloque à Lyon que *"l'intérêt de l'enfant a bercé de ses illusions les générations des années 60-80, mais c'était l'intérêt de l'enfant, fut-il majeur, décidé par les autres, le père, la mère, les juges etc dans la détermination duquel l'enfant a joué peu de rôle."*

Avant l'adoption de la Convention, notre législation consacrait dès lors déjà la notion de l'intérêt de l'enfant, mais le mérite et l'originalité de la Convention réside dans le fait de conférer à l'enfant le droit à la parole.

Il faut cependant constater que la mise en œuvre de ce droit de l'enfant pose des problèmes en pratique devant les juridictions.

Pour cette raison et pour promouvoir le droit et la défense des intérêts de l'enfant, de profondes réformes procédurales s'imposent. Ainsi, et sans vouloir être exhaustif, il faudrait permettre une intervention plus aisée dans la procédure par l'enfant, de même qu'il faudrait revoir les conditions dans lesquelles les auditions de l'enfant ont lieu.

Albert Moro

Protections des Droits des Enfants asbl